

COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE AVEC LA DIRECTRICE GÉNÉRALE, MME AMÉLIE VERDIER

En ce jour du 19 février 2026, notre Directrice Générale était en déplacement sur la DDFIP du Val d'Oise afin de rencontrer les agents et les agentes de la Trésorerie Hospitalière d'Argenteuil dont l'activité avait été fortement impactée, voire mise à l'arrêt depuis l'indisponibilité d'Hélios.

Une rencontre entre les OS et la Directrice Générale a été organisée et cela a été l'occasion de soulever plusieurs points.

Solidaires Finances Publiques 95 a débuté ses propos en évoquant 2 faits d'actualité, à savoir les révélations concernant des hauts fonctionnaires et le mensonge à l'Assemblée Nationale de la Ministre des Comptes publics, Amélie de Montchalin, sur le sujet de la non-imposition à l'impôt sur le revenu de milliers de contribuables fortunés.

Concernant le premier point, elle nous évoque la situation du DRFIP de Paris qu'il a fallu mettre en retrait de ses fonctions pour des raisons personnelles. Elle nous dit de ne surtout pas croire tout ce qu'on lit dans la presse mais convient que la situation porte atteinte à l'image de l'administration. Bon déjà, On peut se poser la question de savoir comment aurait été traitée l'affaire si la presse ne l'avait pas rendue publique et de juste rappeler que l'obligation de dignité s'applique à tous les fonctionnaires, DRFIP compris.

Pour le deuxième point, concernant les 13 000 contribuables à l'IFI ne payant pas d'IR, elle nous dit « en premier lieu qu'il faudrait définir qui est riche » et que c'est une question qui n'est pas facile....Ah bon ?

Bon, on peut lui apporter une première réponse : ce n'est pas avec notre rémunération de fonctionnaire que l'on sera riche. Pour rappel, suite à l'augmentation du SMIC au 1^{er} janvier, ce sont 356 000 agentes et agents de la fonction Publique qui percevront une rémunération inférieure au salaire minimum ! Les employeurs devront verser une indemnité différentielle pour compenser la faiblesse de leur rémunération. Donc riches, nous ne le sommes pas !

Pour les contribuables à l'IFI, ce sont des personnes qui ont un patrimoine immobilier supérieur à 1 300 000€ (net). Elle nous dit qu'ils ont peut-être un patrimoine qui a pris de la valeur ces dernières années...Bon tout ça pour quoi ? In fine, Bercy a bien

confirmé la non-imposition de ces 13 000 contribuables fortunés, Mme De Montchalin, en sa qualité de Ministre, a bien menti !

LA QUESTION DE L'EMPLOI

Solidaires Finances Publiques 95 a dénoncé la suppression de 550 emplois pour 2026 qui va encore plus fragiliser les services et détériorer encore plus nos conditions de travail. Nous avons aussi demandé de la transparence quant à ses suppressions au niveau local car l'allocation des emplois en ETP ne permet plus d'avoir de vision claire sur les emplois à la DDFIP 95 (nombre de chaises et de facto nombre de vacances d'emplois).

Mme Verdier nous dit que l'arrêt des suppressions d'emploi était impossible et que les 550 suppressions d'emploi sont un chiffre inférieur à ce qui était annoncé et que tout le monde prend sa part dans ces suppressions que ce soit à la Centrale ou en Directions Nationales Spécialisées. Elle nous parle de l'utilité de nos missions, du renforcement du contrôle fiscal. Un discours totalement contradictoire, car on comprend parfaitement que l'on devra faire plus avec toujours moins !

Elle nous indique également, s'agissant de l'emploi des contractuels à la DGFIP, qu'un bilan sera présenté au niveau national au cours du second semestre sur la situation des contractuels depuis 2021 et que ce bilan sera partagé au niveau local. Il s'agira de savoir ce que sont devenus ces contractuels à la fin de leur CDD, s'ils ont passé des concours. La question de la CDIisation n'est pas à l'ordre du jour et donc de voir s'il est possible d'envisager un concours spécifique.

LA FACTURATION ÉLECTRONIQUE

Solidaires Finances publiques 95 a dénoncé les conditions de mise en place de la facturation électronique à la fois dans les SIE mais aussi dans les SIP. Les agentes et agents des SIE ont découvert en début de semaine qu'ils seront très fortement sollicités pour renforcer les centres de contact professionnels. Nous avons rappelé que des emplois ont été transférés des SIE à ces centres de contact mais aussi pour la création de l'antenne de Laon. La directrice Générale a partagé cet argumentaire et nous a indiqué qu'elle avait été interpellée par d'autres directions sur le sujet. Une concertation avec les directeurs d>IDF doit être menée pour mesurer « le taux de pression » et savoir comment on va s'organiser pour répondre aux sollicitations des usagers... IL ne faut pas se méprendre, le renfort téléphonique est bien une mission qui s'ajoutera aux autres missions du SIE. Elle évoque la e-formation de 1h que nous dénonçons comme étant insuffisante. La formation des agents et des agentes ne viendra pas combler le manque de moyen humain ! De plus, pendant qu'ils et elles répondront au téléphone, qui fera leurs autres missions ?

LA QUESTION DES FDD

La Directrice Générale nous dit avoir déjà été interpellée par la circulaire FDD qui a fait beaucoup réagir selon elle. Elle nous dit qu'il s'agit simplement de justifier des frais. Les véhicules de service, qui certes ont été mis en place pour des raisons de sécurité pour les vérificateurs et vérificatrices, représentent néanmoins un investissement qu'il faut optimiser... Pour Solidaires Finances Publiques 95, outre l'aspect chronophage à la fois pour les services RH et les agents et agentes nomades, cette note utilise le télétravail comme un moyen pour l'administration de faire des économies. Le télétravail doit rester un choix et ne doit pas être imposé à l'agent ou l'agente.

FICOBA

La Directrice Générale en convient : la fuite de données via l'application FICOBA est grave, mais elle tient à rappeler que ce n'est pas une faille de sécurité de notre système informatique. Cette fuite de données s'est faite via un accès tiers ; cette situation est prise très au sérieux. Toutes les personnes concernées (pour rappel, il s'agit de 1,2 million de comptes bancaires de contribuables) seront contactées. L'application FICOBA devait bénéficier d'un double facteur d'authentification dès le mois de juillet 2026. Selon Mme Verdier, à 5 mois près, on aurait pu éviter cette fuite...

HÉLIOS :

La Directrice Générale nous explique que contrairement à ce que l'on croit une redondance a bien été mise en place mais qu'elle a été mise en échec. « C'est la faute à pas de chance »...Elle en est étonnée.

Pour Solidaires Finances Publiques, cette panne est la conséquence concrète des réductions budgétaires car faute de moyens alloués, la Direction Générale n'a jamais voulu mettre en place un serveur de secours, ce qui aurait évité aux services SPL cette paralysie, les sollicitations et pressions des collectivités territoriales et du secteur hospitalier ainsi que la surcharge de travail avec les moyens humains toujours plus réduits.

CONDITIONS DE TRAVAIL :

Concernant l'amélioration des conditions de travail des agents et agentes de la DGFIP, la Directrice Générale attend les résultats de l'observatoire interne qui est en cours. Elle évoque également le plan de prévention suicides et tentatives de suicides qui a été rejeté par les OS en national. Pour Solidaires Finances Publiques, ce plan a certes le mérite d'exister mais il ne s'attaque pas à l'origine même de la dégradation des conditions de travail, qui est d'abord structurelle de part les restructurations incessantes à la DGFIP (NRP, suppressions de postes), et de part la pression hiérarchique (statistiques).

Les agents et agentes de la DDFIP 95 sont en souffrance et évoluent dans un futur incertain et un manque de reconnaissance à la fois de leur travail mais aussi en matière de rémunération.

S'agissant des agents et agentes des SIP qui se posaient la question à savoir la réouverture au public sur 5 jours, Solidaires Finances Publiques 95 a questionné Mme Verdier qui nous a répondu que ce n'était pas prévu et que les taux de décrocher étaient bons... Quantité VERSUS Qualité....

SI TU AS DES QUESTIONS, N'HÉSITE PAS À NOUS CONTACTER !

La Balf :

solidairesfinancespubliques.ddfip95@dgfip.finances.gouv.fr

Le site :

<https://sections.solidairesfinancespubliques.info/950/>

Par tél :

Laila kirchaoui : 06 09 13 84 89



ADHÉREZ!

**PLUS QUE JAMAIS, NOUS CONTINUERONS
AVEC VOUS ET POUR VOUS !**

